

MOTION N°3

LMP + AE + OT

Rassemblés, autonomes, responsables, écologistes

Pour un nouvel élan écologiste

Tracer une perspective politique et donner une crédibilité à notre parti, est une condition nécessaire pour qu'Europe écologie-les Verts incarne l'élan d'une écologie citoyenne qui transforme la société: collectifs contre le gaz de schiste et Notre Dame des Landes, mouvements pour la justice climatique, mobilisation contre les grands projets inutiles (Lyon-Turin), altermondialisme, Amap, montée en puissance de l'écologie dans le débat public (santé, innovation industrielle, économie du partage, recherche, démocratie...).

Ce congrès peut, si nous le décidons, nous sortir d'un paradoxe: une écologie qui se diffuse dans la société française, et dont la représentation politique est brouillée. Notre participation à un gouvernement qui considère l'écologie comme un problème et non une solution en est l'expression emblématique. Et ce d'autant plus que les politiques qui y sont menées en mettant l'accent sur l'austérité nous mettent dans une impasse tout à la fois environnementale, sociale, économique, et politique. Le chômage ne diminue que grâce aux contrats aidés et non par une dynamique de l'emploi, la précarité augmente, les mouvements sociaux prennent des formes inédites, parfois inquiétantes (bonnets rouges) et le grand gagnant de cette séquence est le Front national. Les questions posées sont à la fois celles du rebond politique, du projet de gauche et écologiste, de la détermination à le mener et de la vision de l'avenir de notre pays qu'il faut imaginer. La dégradation très rapide des conditions de vie des plus modestes, l'absence de perspectives de la jeunesse, le sentiment d'un délitement social qui s'accélère sont autant de signaux graves qui doivent imposer un changement de cap à la majorité issue des élections de 2012. C'est aux écologistes de porter ce changement de cap au nom de leurs valeurs et d'une exemplarité qui ne doit pas se borner aux formules.

Ce climat politique renvoie à des questions structurelles. Assumer le projet écologiste c'est rompre avec le productivisme, retisser les liens entre planète, humains et êtres vivants dans leur ensemble, refuser le dogme de la croissance, assumer le long terme et la solidarité entre générations, faire vivre la diversité, penser l'Europe. Le choix de ces orientations n'est pas fait . Croissance et compétitivité sont présentées comme l'unique moteur des créations d'emplois, la politique budgétaire de réduction comptable des déficits imposée par la commission européenne empêche de réaliser les investissements de la transition énergétique, l'Europe ressemble de plus en plus à un club de politiciens et de bureaucrates gérant leur rente nationale, les jeunes et les femmes sont les plus précarisés dans l'emploi, le racisme gagne. La transformation du modèle économique et social est repoussée dans les lisières de la politique. Allons-nous accepter que l'écologie politique soit sur un strapontin lorsqu'il s'agit de discuter

fiscalité, emploi, réforme territoriale, affaires européennes?

Est-ce une victoire écologiste que Philippe Martin, troisième ministre de l'écologie en 18 mois, refuse des permis d'exploration du gaz de schiste, alors même que sur ce point les engagements du Président de la République sont formels depuis des mois? Doit-on considérer que la transition énergétique est sur la bonne voie alors que le président d'EDF est à la manœuvre pour empêcher la fermeture d'une seule centrale nucléaire sur le quinquennat? Si la participation des écologistes au gouvernement et plus largement aux institutions de la Ve République doit se fixer comme unique objectif de contenir les successeurs de Claude Allègre, nous avons du souci à nous faire.

L'essentiel est ailleurs. Nous vivons un moment inédit où le refus de la montée en puissance de l'écologie et de la possibilité qu'elle représente un projet porté par la majorité des citoyens se cristallise. Oui nous avons des adversaires et ils sont puissants! C'est que l'écologie dérange les intérêts acquis, la richesse de quelques-uns et des connivences enracinées. La crise financière de 2008, les débats actuels autour du retour de la finance reine nous éclairent sur l'urgence à ne plus perdre notre temps. Le changement de monde se profile; il sera ce que nous en ferons. Alors que la finance déconnectée du monde réel semble avoir reconstitué ses forces, que les paradis fiscaux sont toujours là, il faudra du courage pour que s'impose le modèle écologiste. Nous, militants d'Europe écologie-Les verts, voulons être du côté de l'élan et non observateurs passifs de la lutte engagée aujourd'hui pour tracer l'avenir de notre planète. Europe écologie-Les Verts doit être le parti de l'avenir.

L'absence de ligne politique claire et les faiblesses de la démocratie interne au sein de notre parti sont les deux faces d'une même crise. C'est l'image d'un parti politique différent, plus ouvert à la société, à la diversité, à la pensée, à la profondeur, qui a été la marque de fabrique des écologistes en politique. C'est cette image qui s'efface aujourd'hui, alors que le turn over des adhérents témoigne du désamour vis-à-vis d'Europe écologie-Les Verts. Que nous restera-t-il demain de notre rêve et de nos convictions? Une machine à désigner des candidats dans des conditions incompréhensibles et violentes ? Des résultats électoraux dépendant des performances du grand allié socialiste? Rappelons-nous que nous ne sommes jamais aussi bons dans les urnes que lorsque nous assumons le lien entre utopie et propositions concrètes, et que nous prenons le risque de perdre. Retrouvons l'esprit qui avait lancé l'aventure d'Europe écologie en 2009.

Notre parti doit renouer avec sa différence, tout en simplifiant ses procédures. Son fonctionnement doit être compréhensible. Le Conseil fédéral, parlement de notre mouvement, doit redevenir un lieu de débat politique, de définition de nos positions externes et de décision. Cela implique que notre parti définisse avec ses élus au niveau national des procédures de coordination et des relations permettant une parole collective. Car c'est malheureusement dans les moments les plus politiques lorsque le projecteur est sur eux, que les parlementaires écologistes se divisent: vote du budget, TSCG, retraites. Cela implique également que notre mouvement mette davantage l'accent sur le rôle essentiel joué par les régions assumant ainsi

son statut de fédération. Les groupes locaux devraient être davantage encouragés et incités à porter le débat politique au sein d'Europe écologie les Verts. En lien avec les associations, les citoyens engagés, ils sont un échelon démocratique précieux qui devrait s'impliquer davantage dans la vie de notre mouvement.

Les questions des compétences et de la formation des adhérents n'ont pas aujourd'hui de réponse correcte. Les compétences internes au mouvement sont importantes (les journées d'été l'illustrent chaque année) mais dispersées et sous-utilisées, l'accueil et la formation des adhérents sont très limités. Il nous faut imaginer un parti au XXIe siècle en examinant l'ensemble des questions qui se posent: pourquoi adhérer à EELV, pourquoi en partir, y revenir, quels sont les centres d'intérêt des militants, quel équilibre trouver entre questions locales et débats politiques généraux, quel niveau de cotisation, comment être un parti ouvert? La création de la coopérative a montré la voie, il reste à définir les manières concrètes de surmonter la méfiance entre monde politique et citoyens qui est la marque de l'époque. Tenir compte de la mobilité des personnes, l'associer aux questions de la démocratie, des compétences et du mélange des générations nous semble montrer la voie.

Evoquons enfin le bureau exécutif. Celui-ci doit trouver les conditions d'un véritable débat politique collectif et redevenir l'expression de la diversité des parcours des écologistes. Le compte n'y est pas aujourd'hui, l'action du bureau exécutif reste opaque, circonscrite à des questions de fonctionnement interne et insuffisamment collective – et ce qui est incompréhensible devient vite illégitime.

Un parti plus fort c'est la condition nécessaire pour porter à l'extérieur une ligne politique claire.

Celle-ci doit reposer sur les points suivants:

1) En termes de principes

- le respect de la nature et des êtres vivants, et l'accès de tous et de toutes aux biens communs
- la défense des valeurs de coopération, de non violence, de féminisme, de désintéressement ; la défense des libertés civiles, politiques et numériques
- l'affirmation que la transition écologique est nécessaire pour l'avenir de la planète et des sociétés du monde, du Sud au Nord;
- l'engagement en faveur de l'Europe fédérale, démocratique dotée d'un budget propre portant la transition écologique et enfin un volet social digne de ce nom;
- l'évolution des institutions: refus du présidentielisme, proportionnelle, lien entre démocratie représentative et participative, non cumul des mandats, y compris dans le temps, statut de l'élu;
- l'écoute et la participation aux mouvements sociaux qui portent des projets d'émancipation,

de lutte contre l'ensemble des dominations sociales et culturelles;

- la recherche d'alliances de projet avec d'autres partenaires politiques en faisant valoir l'autonomie d'une écologie qui n'est pas supplétive

2) En termes de propositions politiques

> il s'agit de prendre des initiatives politiques pour ne plus subir les errements du Gouvernement, mais de réclamer une nouvelle ligne politique.

- sur la base d'une évaluation externe, organisation d'un referendum (ou consultation décisionnaire) pour permettre aux adhérents/es du parti de décider de la participation des écologistes au Gouvernement. Il sera annoncé par le/la SN à la sortie du congrès. Il prévoira un débat préparatoire en régions autour du bilan de l'action du Gouvernement depuis mai 2012 et sur les perspectives de la deuxième partie du quinquennat.

- reprise de l'accord de mandature EELV - Parti socialiste pour le transformer en accord de majorité avec un calendrier et un comité de suivi composé de responsables du parti et d'élus, mettant l'accent sur les mesures concrètes sur la biodiversité, la transition énergétique, l'emploi, la réforme territoriale, la politique européenne, les choix budgétaires. Évaluation à l'issue de la séquence des élections .

- création d'un comité de liaison de l'ensemble de la gauche et des écologistes pour sortir de l'austérité, rythmé par l'organisation des Assises de la Transformation écologique et sociale réunissant les acteurs politiques et de la société civile prêts à s'engager en faveur de la transition énergétique. Cette approche devra s'exprimer concrètement dans l'élaboration du budget

- autonomie contractuelle pour nouer des alliances des forces politiques et des mouvements qui n'appartiennent pas à la majorité mais qui partagent au fond nos objectifs de la transformation écologique de la société,

- initiation et mise en œuvre du débat citoyen sur l'Europe et les enjeux de la construction européenne

- renforcement des liens avec les autres partis verts européens et de la coordination avec le PVE

- exigence de la proportionnelle pour les élections législatives et initier la parlementarisation de la Ve République

3) propositions de fonctionnement pour la démocratie interne

- établissement d'un co-secrétariat national pour établir la parité, animer le parti en interne, porter la parole en externe et partager la décision;

- la limitation du cumul dans le temps des mandats internes en particulier pour le Conseil Fédéral, à 2 successifs maximum ;
- *partie à développer sur le respect des décisions du conseil fédéral et du conseil statutaire (à revoir)*

4) propositions pour le développement du mouvement

Le renforcement institutionnel du parti ne suffit pas à nous faire entendre. Pour devenir un jour majoritaire, nous devons nous donner les moyens de gagner les batailles culturelles. Il est donc urgent d'investir durablement dans le développement local, régional et national des structures militantes du parti à travers un programme d'action visant à répondre aux besoins des adhérents et groupes locaux et à favoriser notre implication dans les combats écologistes et sociaux.

- création d'une Académie verte, structure liée au parti et chargée de développer des outils de formation à destination des militants, formations structurées et régulières sur le modèle de la fondation Etopia des ECOLOS belges ;
- lancement d'une grande campagne de sensibilisation aux enjeux des négociations climatiques et de la conférence de 2015 à Paris, en tant compte des enseignements du COP15 à Copenhague ;
- développement des outils de communication et de campagne du parti, notamment à travers une mobilisation des militants par le porte-à-porte.
- le renforcement des commissions thématiques, la fin des Délégués Thématiques, l'augmentation du budget des commissions et la réforme du Conseil d'Orientation Politique pour en faire un véritable lieu de discussion politique;

concernant les relations internationales :

- un Erasmus des écolos, avec des échanges multiples entre militants politiques écologistes des partis verts européens (et mondiaux) ;
- la présentation de candidats non français de l'Union européenne à toutes les élections et si possible en position éligible pour inscrire notre projet transnational dans des pratiques concrètes.

A Caen portons un cap écologiste : une ligne politique de transformation économique et sociale, des comportements politiques différents, un projet à l'échelle du monde et de l'Europe, un parti d'ouverture qui respecte la diversité dans ses débats et s'unisse pour porter des positions fortes vis-à-vis de l'opinion publique.

L'écologie est politique ! L'avenir est écologique !

Liste des candidat-es au bureau exécutif

1	SCHMID	LUCILE	SECRETAIRE NATIONALE
2	JURADO	ALEXANDRE	PORTE PAROLE
3	LOWY	ELISE	PORTE PAROLE
4	BOUTAULT	JACQUES	
5	PARAYRE	CLAUDINE	
6	GRANDJEAN	DENIS	
7	PELLETIER	HELENE	TRESORIERE
8	PRADIER	THIERRY	
9	DUCHEMANN	YVETTE	
10	COULOMBEL	ALAIN	
11	LE BOULICAUT	JOCELYNE	
12	DENES OLWEN		
13	SONZOGNI	DJAMILA	
14	BOURGOIS	PASCAL	
15	TERY-VERBE	ALIX	